Édition régionale - Lac Saint-Jean-Saguenay

Cause Commune express

Journal anarchiste www.causecommune.net

Brisons l'impasse régionale : SEULE LA LUTTE PAIE!

Avertissement : Nous n'aborderons à aucun moment dans ce texte, le débat autour du nom de la ville de Saguenay. Nous tenons donc à nous excuser auprès des individus qui espèrent toujours qu'on ajoute notre modeste contribution à ce débat ô combien central pour l'avenir de notre région.

Néanmoins, nous avons bien l'intention de traiter, dans celui-ci, d'enjeux régionaux. Il y a bien d'autres discours creux… oups, discours autour d'enjeux tout aussi importants, tel que la survie de notre candidat local à Péladeau Académie, qui mériteraient notre attention. Nous risquerions évidemment de blablater sans fin sur ce passionnant sujet, comme les journalistes du Royaume à l'arrivée de la neige. Et qui dit neige, parle bien sûr de ces enivrants sports d'hiver que sont la motoneige et la pêche blanche qui permettent à nos concitoyens et concitoyennes de sortir un moment de leur sédentarité et de faire tourner l'économie de dépanneurs et de stations-services. Nous n'en parlerons pas.

Sortir de la dépendance

Dans son développement, l'économie capitaliste divise les territoires en des centres (ex. Montréal), où se concentre l'activité commerciale et industrielle (de transformation), et des périphéries, dont la région du Saguenay Lac-Saint-Jean fait notamment partie. Dans ces régions dites périphériques, l'exploitation des ressources par des monopoles compose le principal levier économique. Devant les aléas du marché et les impératifs de la mondialisation, les habitants et habitantes assistent à perpétuité à une scène mainte fois jouée, telle « La Fabuleuse »! La multinationale, après avoir saccagée, polluée, exploitée, accaparée, (…) tout ce qu'elle peut, et toujours non satisfaite de ses taux de profits, demande tout « bonnement » des concessions salariales et une diminution des avantages sociaux de la part de ses employé-e-s. Si les actionnaires en veulent encore plus, l'entreprise réduit ses activités pendant quelques mois, pour annoncer un peu plus tard qu'elle ferme une machine ou un quart de travail et la scène se termine les clés sous la porte. Les possédants n'en ont rien à faire des répercussions qu'ils laissent derrière eux, soit: chômage, précarité, suicides et désolation, contraignant à l'exode des travailleurs, des travailleuses et les jeunes de la région, faute de perspective d'avenir. Après tout, c'est la loi du marché et celle-ci n'a rien d'autre à nous offrir.

Mais, comme si cela n'était pas assez, les élites politiques régionales font, quant à elles, preuve de collaboration et d'un grand à-plat-ventrisme en cédant nos bassins hydrographiques, en donnant à perte nos ressources, en octroyant cadeaux et allégements fiscaux aux profiteurs. Pour éviter quoi? La « Val-Jalberisation » de nos municipalités, de notre région, qui sait?

suite au verso...

Tout le pouvoir aux travailleurs et travailleuses

On ne nait pas pour servir un patron, un gouvernant, un mari ou un Dieu. Depuis l'arrivée des politiques néolibérales, la guerre menée par le Capital envers les grands acquis sociaux, obtenus de chaudes luttes, s'est fortement ressentie en milieu syndical par le glissement du combat au partenariat entre le patron et les employé-e-s. Ces changements idéologiques n'ont toutefois pas mis fin au mouvement ouvrier, loin de là. La crise de confiance qu'ils ont insufflé envers les autorités politiques et économiques a généré, dans divers moments et périodes, des mouvements antiautoritaires, passant à l'action sans intermédiaires.

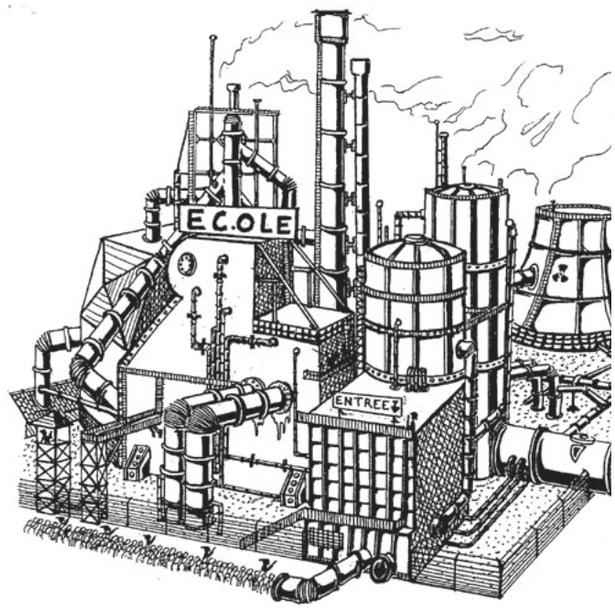
Occuper, résister, produire

L'autogestion est l'appropriation des moyens de production par les travailleurs et travailleuses pour leur remise en marche, collectivement et sans cadres, ni patrons. Les décisions y sont prises par l'ensemble des personnes en assemblée et la production est orientée par les besoins réels. Les patrons ont besoin de vous, vous n'avez pas besoin d'eux! Cela, des milliers de travailleurs et travailleuses en Argentine l'ont compris suite à la crise de 2001 même si la formule parait simpliste. Devant l'appauvrissement massif de la population et la corruption des patrons qui sacrifiaient l'avenir du pays, plus de 200 entreprises y ont été expropriées par la classe ouvrière dans des secteurs aussi divers que la métallurgie, les textiles, l'alimentation, l'hôtellerie, etc. L'action directe ouvrière contre la violence patronale permit à près de 10 000 personnes d'avoir un emploi décent. Dans près du deux tiers des usines, les assemblées décrétaient des salaires égaux pour tous et toutes et les usines se sont greffées à la vie de quartier par des services, tel que des cliniques de soins de santé, des coopératives culturelles, des ateliers de travail, etc.

Notre région n'est pas en reste! En 1941, en pleine période d'effort de guerre, les travailleurs de l'usine Alcan à Arvida ont fait une grève spontanée avec occupation durant 5 jours jusqu'à l'intervention de l'armée pour briser la grève. Leur audace, passant outre le syndicat, leur apporta victoire avec des améliorations salariales et dans les conditions de travail. Plus récemment, en 2004, les employé-e-s en

suite au verso...

LA MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION ET RIO TINTO-ALCAN



Depuis le virage néolibéral des années 1980, l'arrimage entre les entreprises et les universités se fait de plus en plus flagrant. Quand ce n'est pas le nombre d'administrateurs extérieurs (« la communauté des affaires ») sur les conseils d'administration des universités, ce sont les dons faramineux des grandes entreprises de la région qui « collaborent » avec l'establishment universitaire. En août 2011, le Mouvement Desjardins donne 1,5 million à la fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Pour la remercier, l'administration change le nom du pavillon des Humanités et le renomme pavillon Alphonse-Desjardins, en « l'honneur » du fondateur des caisses populaires. L'ingérence du privé dans nos institutions scolaires est à proscrire puisqu'elle permet aux corporations d'imposer des orientations en matière de recherche et d'enseignement dans nos universités publiques.

Par exemple, les contrats de recherche donnés par RTA à l'UQAC servent surtout les intérêts de la multinationale et lui permet de décider des orientations de la recherche réalisée dans une institution publique. L'université se retrouve ainsi à faire la recherche et le développement pour des entreprises privées qui en empocheront gracieusement les profits. Étienne Jacques, chef des opérations de Rio Tinto-Alcan-Métal primaire pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'a dit lui-même l'an dernier: « Je suis heureux de reconfirmer l'engagement de Rio Tinto-Alcan à l'égard d'une stratégie intégrée de recherche et développement avec le CURAL (Centre universitaire de recherche sur l'aluminium). Ce laboratoire et les équipements qui s'y trouvent sont importants et accroissent considérablement les synergies entre l'UQAC et Rio Tinto Alcan sur le plan de la recherche, **conformément aux besoins stratégiques de notre entreprise** ».

Or, ces partenariats nuisent à l'indépendance des universités parce qu'ils remettent en cause l'impartialité de la recherche. RTA ne fait pas de cadeaux : le financement est associé de conditions et de critères. De plus, les sommes investies dans le CURAL, le pavillon autochtone et la fondation de l'UQAC placent RTA en position d'exercer son influence sur la liberté d'opinion à l'UQAC, comme en témoigne son intervention pour empêcher ses lock-outé-e-s de venir s'exprimer dans l'enceinte de l'UQAC. Des représentants de RTA ont exercé des pressions sur l'administration de l'UQAC afin que celle-ci interdise aux lock-outé-e-s de venir distribuer des tracts et faire signer des pétitions. RTA a menacé de revoir à la baisse, voir même de retirer, sa participation à la fondation de l'UQAC lors de la prochaine campagne de financement. Si ce n'avait été de l'association étudiante de l'UQAC, l'administration aurait interdit les activités des lock-outé-e-s, dans un geste de censure dicté par des intérêts privés.

En plus de menacer l'UQAC, RTA s'ingère dans les affaires de l'université, démontrant que l'arrimage des institutions d'enseignement aux besoins des grandes corporations nuit à l'autonomie de nos universités.

suites de la 'une'...

En avril 1991, Michel Chartrand lançait en entretien avec le journal Voir : « On gueule contre les assistés sociaux, mais qu'est-ce qu'on doit penser des compagnies qui se font financer à coups de millions par le gouvernement? Ce sont eux, les assistés sociaux!... Mets un paquet de piasses dans une forêt et ça ne mènera pas la pitoune au bord du chemin. Mets un paquet de piasses dans une mine et ça ne te donnera pas de cuivre. Ce ne sont pas les propriétaires d'entreprises qui coupent les arbres, qui creusent les mines, ce sont les travailleurs. Si ce n'était pas de leurs bras et de leur sueur, on n'aurait rien! »

Le présent conflit à l'usine RTA d'Alma n'est pas gagné d'avance pour les syndiqué-e-s, mais leur lutte peut représenter pour les habitants et habitantes un retour à une certaine dignité, voir un cri collectif pour qu'on cesse d'être toujours les laissé-e-s pour compte. Si le discours autour de la sous-traitance et du planché d'emploi est rafraîchissant, il se doit d'être le début, et non le point d'arrivée, de questionnements globaux entourant la gestion collective des ressources naturelles et la place du travail dans nos vies. Ce doit être le début d'une solidarité renouvelée et durable entre les personnes sans emplois et les travailleurs et travailleuses, les étudiants et étudiantes, les autochtones et les mal logé-e-s. Ensemble et par nos luttes, nous pouvons bâtir un monde juste et équitable pour tous et toutes.

grève de l'usine Alcan d'Arvida ont fait fonctionner l'aluminerie, sous contrôle ouvrier, pendant 19 jours afin de protester contre la mise à pied de 560 de leurs collègues avec la fermeture des cuves Söderberg.

L'attente de réformes ou de promesses électorales, la manipulation par les politiciens et les bureaucrates étatiques et syndicaux et toutes les formes de concession minent à long terme nos luttes populaires. L'auto-organisation des chômeurs, des chômeuses et des précaires est indissociable de la lutte des travailleurs et des travailleuses ; c'est plus que jamais d'actualité dans une région à monopoles, où un pourcentage croissant de la « relève » sera reléguée au cheap labor. Contre la collusion de l'État, la grève sociale est de plus en plus à notre portée et de cette puissante solidarité, l'occasion sera parfaite pour généraliser l'autogestion et offrir un autre futur aux prochaines générations.

Collectif Emma Goldman

Le Collectif anarchiste Emma Goldman est une organisation politique active dans la région du Saguenay-Lac Saint-Jean depuis 2008. Nous militons pour des mouvements sociaux combatifs et l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte. Nous sommes affilié-e-s à l'Union Communiste Libertaire et distribuons le journal Cause Commune et le bulletin régional Le Pic-Bois. Identifié-e-s au courant historique et international du communisme libertaire, nous participons au développement théorique et à l'implantation de ces idées et pratiques.